Comprendre l'économie politique des États du Golfe

mercredi 29 juillet 2020, par [CULIN Hamza](#), [HANIEH Adam](#) (Date de rédaction antérieure : 17 juillet 2020).

En décembre 2019, le gouvernement d'Arabie saoudite a entamé la privatisation partielle de sa propre entreprise pétrolière, Saudi Aramco, dans ce qui est devenu la plus grande introduction en bourse du monde à ce jour. C'était la décision la plus audacieuse jamais prise dans le cadre du plan du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane visant à remanier l'ensemble de l'économie du pays et à lever des fonds pour créer un nirvana néolibéral.

Des tendances similaires se manifestent dans les pays voisins du Golfe, où des mesures telles que la réduction des dépenses publiques et la privatisation des actifs publics occupent une place importante dans le discours politique de la région. C'est particulièrement le cas depuis la surproduction pétrolière depuis 2014.

Pour une analyse de l'état de l'économie politique du Golfe, Hamza Culin s'est entretenu avec Adam Hanieh. Adam enseigne au département d'études sur le développement de la SOAS, à l'Université de Londres. Son dernier livre, *Money, Markets, and Monarchies* (Cambridge University Press, août 2018), examine comment les six États du Conseil de coopération du Golfe (CCG) façonnent l'économie politique du Moyen-Orient élargi. Il y traite de la nature spécifique des capitaux du Golfe, de leur rôle sur les marchés régionaux et mondiaux, et de leur avenir dans un monde post-Covid-19.

Hamza Culin : La région du Golfe est considérée dans le discours public comme une anomalie - un endroit qui a conservé des éléments de son passé semi-féodal mais qui a néanmoins réussi à s'adapter au capitalisme moderne. Le principal cadre utilisé pour comprendre cette relation est la théorie de l'Etat rentier (RST- rentier state theory). Cette approche est-elle suffisante pour comprendre les réalités économiques et politiques contemporaines du Golfe ?

Adam Hanieh : Il existe de nombreuses variantes de la RST, mais leur caractéristique commune est une tentative d'expliquer les schémas sociaux, économiques et politiques dans le Golfe par les revenus des États tirés des exportations d'hydrocarbures. Ces recettes sont appelées « rentes » car elles proviennent en fin de compte du hasard de la présence de ressources naturelles sur le territoire national. L'idée de base est que l'accès à ces rentes donne aux dirigeants du Golfe une autonomie et un pouvoir très prononcés sur les autres parties de la société. Cette idée a été utilisée pour expliquer toutes sortes de choses dans le Golfe - l'autoritarisme, la faiblesse des sociétés civiles, la dépendance à l'égard des réseaux clientélares et népotiques, les « mentalités » rentières et les modèles de développement économique.

Aujourd'hui, il est évident que les exportations d'hydrocarbures (pétrole et gaz) sont extrêmement importantes pour l'économie politique du Golfe. Mais de nombreuses critiques ont été formulées sur la façon dont la RST est déployée pour expliquer que le Golfe et d'autres États possèdent des ressources naturelles. À mon avis, l'un des problèmes majeurs de la RST est qu'elle éloigne notre

analyse d'une approche des sociétés du Golfe comme étant capitalistes, c'est-à-dire comme des pays ayant leurs propres spécificités mais qui ont néanmoins la même dynamique sous-jacente que le capitalisme ailleurs. En faisant disparaître le capitalisme, nous perdons la catégorie de classe. Le capital privé est dépeint comme faible et sous-développé, et l'importance du travail et de la structure des classes ouvrières est minimisée. Nous nous retrouvons également avec une compréhension particulièrement problématique de l'État dans la région du Golfe.

En revanche, je pense qu'une approche marxiste de la formation de l'État et des classes est une façon beaucoup plus convaincante et fructueuse de comprendre le Golfe. Cette approche attire notre attention sur toute une série de questions et de problèmes différents. Comment les classes du capital et du travail émergent-elles dans le Golfe, et comment ces classes sont-elles liées les unes aux autres ? Quels sont les principaux moments de l'accumulation du capital (par exemple, la production, l'échange de marchandises et la finance) et comment sont-ils liés les uns aux autres ? Quelle est la dynamique spatiale de l'accumulation dans le Golfe, c'est-à-dire comment l'accumulation s'étend-elle à travers les circuits nationaux, régionaux et mondiaux ? Comment ces dynamiques sont-elles liées au rôle spécifique de l'État dans le Golfe ? Comment pouvons-nous conceptualiser les familles dirigeantes vis-à-vis de la classe capitaliste, et le travail des migrant-e-s vis-à-vis de la population citoyenne ? Comment les classes sont-elles racialisées et sexuées dans le Golfe ? Ce genre de questions peut révéler beaucoup de choses sur le Golfe en tant que sociétés capitalistes.

L'autre chose que les approches de type RST ont tendance à faire est d'abstraire le Golfe des processus mondiaux plus larges – les questions telles que l'impérialisme et la dynamique du marché mondial sont traitées comme secondaires. Mais comment expliquer le « manque de démocratie » dans le Golfe sans mettre en avant la centralité de longue date de la région par rapport au pouvoir états-unien, ou le soutien militaire et politique indéfectible des États occidentaux aux familles dirigeantes du Golfe ? Il est également important de comprendre l'histoire du colonialisme et de la guerre, qui est en grande partie responsable des formes d'existence contemporaine du Golfe.

Le point essentiel est que les pays du Golfe ne sont pas une anomalie étrange parmi les États capitalistes du monde entier. Mais inversement – et je pense que c'est un fait peu apprécié par certaines parties de la gauche dans les pays occidentaux – le Golfe peut nous apprendre beaucoup sur la façon dont le capitalisme fonctionne réellement dans d'autres endroits également.

Que sont les pétrodollars, et sont-ils toujours un facteur opérationnel dans le système mondial actuel ?

Le « pétrodollar » est un terme inventé dans les années 1970 pour décrire les revenus gagnés par les pays grâce à leurs exportations d'hydrocarbures. Ce capital peut être dépensé à l'intérieur du pays en question ou « recyclé » sur le marché mondial. Historiquement, les pétrodollars étaient très importants pour le développement des marchés financiers mondiaux, et ils le sont toujours aujourd'hui.

L'émergence des « Euromarchés » en est une illustration précoce : il s'agit de marchés financiers qui se sont développés en Europe à la fin des années 1950 et dans les années 1960, qui ne relevaient pas de la compétence des systèmes réglementaires nationaux et qui étaient largement exonérés d'impôts et d'autres restrictions financières nationales. Londres est devenue le centre international clé des opérations de l'Euromarché, permettant aux banques et aux entreprises de traiter des dépôts et des obligations libellés dans des devises différentes de celles de leur marché national. À la suite de la nationalisation des compagnies pétrolières du Golfe dans les années 1970 et de la forte augmentation des prix du pétrole qui s'en est suivie, les dépôts en pétrodollars dans les banques nord-américaines et européennes opérant sur l'Euromarché ont atteint des niveaux très élevés.

Ces flux de pétrodollars du Golfe ont considérablement augmenté la capacité des banques internationales à prêter aux entreprises transnationales, aux gouvernements et aux autres emprunteurs et ont contribué à propulser l'internationalisation de la production qui a commencé à gagner du terrain à partir des années 1970. Les Euromarchés ont également joué un rôle essentiel dans le déroulement de la crise de la dette du « Tiers Monde » tout au long des années 1980. Les pays du Sud à court d'argent ont été contraints d'emprunter des pétrodollars recyclés par l'intermédiaire des Euromarchés, s'empêtrant ainsi dans des relations de dette avec les institutions financières internationales. Aujourd'hui, la puissance de la City de Londres dans le système financier mondial est un héritage direct de ces marchés - et la position du Golfe dans ce contexte reste importante.

Les pétrodollars du Golfe ont également joué un rôle significatif dans l'émergence et la consolidation des États-Unis en tant que puissance mondiale dominante tout au long de la seconde moitié du XX^e siècle. En acceptant d'investir les revenus du pétrole dans des titres du Trésor américain, des obligations du secteur privé et des actions, et en libellant le prix du pétrole en dollars américains, les excédents des pays du Golfe ont contribué à consolider le statut prééminent du dollar en tant que « monnaie mondiale ».

Les pétrodollars du Golfe sont également recyclés sur les marchés internationaux par d'autres moyens plus indirects. Cela inclut l'achat de biens et de services étrangers par les pays du Golfe - particulièrement importants ici sont ceux liés au développement des infrastructures urbaines telles que les machines et les équipements de transport, l'ingénierie haut de gamme et les services de construction. Et, bien sûr, l'une des principales voies de recyclage des pétrodollars est l'achat par le Golfe de matériel et de services militaires. Entre 2015 et 2019, les six États du Golfe ont acheté plus d'un cinquième des armes vendues dans le monde, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU) et le Qatar étant les premiers, huitièmes et dixièmes importateurs d'armes au monde. À elle seule, l'Arabie saoudite a acheté un quart du total des exportations d'armes américaines au cours de cette période, contre 7,4% en 2010-14.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur la nature de la classe capitaliste dans le Golfe, et ses relations avec l'État et les familles dirigeantes ?

Les grands capitaux du Golfe sont généralement organisés en grands conglomérats qui sont actifs dans divers secteurs économiques, notamment la construction et le développement immobilier, les processus industriels (en particulier l'acier, l'aluminium et le béton), le commerce de détail (y compris le commerce d'importation et la propriété de centres commerciaux et de galeries marchandes) et la finance. Ces conglomérats sont souvent contrôlés par des familles qui ont leurs origines dans des activités marchandes antérieures, et sont étroitement liés aux familles dirigeantes et aux structures étatiques du Golfe.

Aujourd'hui, les États du Golfe sont tous des monarchies de différents types, et les familles dirigeantes contrôlent l'appareil d'État et une grande partie de la richesse tirée des exportations de pétrole et de gaz.

Le succès de l'accumulation de capital dans le Golfe dépend en grande partie de la proximité de l'État et du soutien de la famille dirigeante. Cela peut se manifester de diverses manières : terres subventionnées et autres subventions, contrats lucratifs de l'État pour divers projets, investissements conjoints entre le capital privé et l'État, et soutien politique et financier des institutions de l'État pour les investissements à l'étranger des conglomérats privés. Ce type de relation avec l'État n'est pas unique au capital du Golfe - c'est la façon normale de faire des affaires en tant que grand capitaliste dans n'importe quel pays du monde aujourd'hui.

Aujourd'hui, l'un des héritages des approches de la RST est l'idée que le capital privé dans le Golfe est faible et éclipsé par un État fort. Cette idée repose sur une lecture dichotomique de l'État et du capital, ce qui, à mon avis, est méthodologiquement erroné. En réalité, les membres de la famille dirigeante contrôlent souvent de grands groupes d'entreprises à titre privé, et ils doivent donc être considérés comme faisant partie de la classe capitaliste privée (ainsi que comme une partie essentielle de la manière dont le pouvoir de l'État est exercé). Au Qatar, par exemple, 80% des entreprises boursières ont au moins un membre de la famille Al Thani au pouvoir dans leur conseil d'administration – ces personnes agissent à titre individuel et non en tant que représentants des institutions de l'État. De même, le dirigeant de Dubaï, Mohammed bin Rashid Al Maktoum, détient des participations privées dans un nombre important des plus grandes entreprises de l'émirat, y compris certaines des plus grandes sociétés immobilières, des banques et un grand groupe de télécommunications.

En bref, je pense qu'il est important de retrouver une conception marxiste de la relation État-classe dans les élaborations sur le Golfe, c'est-à-dire une approche qui considère l'État comme une expression institutionnelle du pouvoir de classe dans le Golfe, et une classe capitaliste comprise comme incluant les familles dirigeantes et les élites de l'État.

Dans votre livre *Capitalism and Class in the Gulf Arab States*, vous identifiez la « fixation spatiale » comme un outil important pour surmonter les crises de surproduction et de fragmentation des classes ouvrières du Golfe. Quels sont les éléments de la « fixation spatiale » dans le Golfe ? Comment cela se passe-t-il sur le terrain ?

J'ai bien sûr emprunté ce terme à David Harvey, qui l'a utilisé pour décrire la façon dont le capital se réorganise souvent dans l'espace afin de surmonter ou de déplacer les moments de crise. Dans le Golfe, je pense que nous pouvons observer une sorte de processus analogue en ce qui concerne le travail des migrants.

Les non-citoyens représentent entre 56 et 82% de la main-d'œuvre en Arabie saoudite, à Oman, à Bahreïn et au Koweït, et environ 95% au Qatar et aux Émirats arabes unis. Ces chiffres frappants sont fondamentaux pour comprendre la structure des classes sociales dans le Golfe. Grâce au tristement célèbre système de la *kafala* [système de mise sous tutelle du travailleur étranger, qui implique une véritable sujétion du salarié], les travailleurs migrants sont liés à un employeur individuel et ne peuvent pas chercher un autre emploi, ni même quitter le pays sans autorisation. La grande majorité de ces migrant·e·s sont employés dans le secteur privé – dans des secteurs tels que la construction, le travail domestique et le commerce de détail – et sont souvent mal payés et soumis à des conditions de travail marquées par l'hyper-exploitation et la dangerosité. En ce sens, l'exploitation de la main-d'œuvre migrante est un élément essentiel de l'accumulation des conglomérats commerciaux dont j'ai parlé plus haut.

L'une des conséquences de ces flux de travailleurs migrants est que des millions de familles en Asie du Sud, au Moyen-Orient, en Afrique de l'Est et ailleurs dépendent littéralement des fonds envoyés par les travailleurs du Golfe. Il y a plus de travailleurs migrants dans le Golfe que dans toute autre région du Sud, et l'Arabie saoudite est à elle seule la deuxième source d'envoi de fonds dans le monde (après les États-Unis).

Ces flux transfrontaliers de travailleurs et travailleuses migrants nous rappellent que la classe n'est pas simplement une catégorie abstraite décrivant un certain rapport au capital et à la production de plus-value au sein des espaces nationaux. Concrètement, les classes naissent de l'interconnexion des espaces géographiques et se forment continuellement grâce aux flux (et aux déplacements) d'êtres humains à travers les frontières. Lorsque nous pensons à une catégorie comme celle de « l'armée de réserve du travail » dans le Golfe, nous devons tenir compte des millions de personnes qui vivent

peut-être en dehors des frontières du Conseil de coopération du Golfe (CCG) - mais qui n'en sont pas moins en mouvement constant sur les marchés du travail du Golfe.

Aujourd'hui, en période de ralentissement économique, un grand nombre de ces travailleurs migrants dans le Golfe sont simplement renvoyés chez eux, souvent sans recevoir les salaires ou les indemnités qui leur sont dus. Nous l'avons constaté à grande échelle au lendemain de la crise mondiale de 2008, et nous pouvons le constater à nouveau aujourd'hui. En effet, il y a quelques semaines, l'ancien chef du ministère des Finances de Dubaï a tweeté qu'il prévoyait une baisse d'au moins 10% de la population de l'émirat au cours de cette année - un plongeon remarquable ! C'est l'un des moyens dont disposent les pays du Golfe pour faire face à ces moments de récession, en réorganisant l'organisation spatiale de leur classe ouvrière et en déplaçant l'impact de la crise sur les zones les plus pauvres du marché mondial.

La période post-printemps arabe a vu une intervention significative de certains États du Golfe dans les affaires des pays voisins. Cela a été le plus évident en 2013, lorsque l'Arabie saoudite, les EAU et le Koweït ont matériellement soutenu un coup d'État militaire qui a porté le dictateur égyptien Abdel Fattah al-Sissi au pouvoir. Le Qatar, d'autre part, a soutenu le gouvernement des Frères musulmans qui était alors attaqué. Y a-t-il une dimension économique associée à ces tensions politiques ? Quelle est la relation entre le capital du Golfe et la politique du Moyen-Orient en général ?

Je pense qu'il est très important de ne pas séparer les processus économiques que nous voyons au Moyen-Orient de la politique dans la région. Au cours des deux dernières décennies, les politiques économiques néolibérales axées sur le marché ont été largement adoptées dans toute la région. Cette évolution a été favorisée par les programmes d'ajustement structurel liés aux prêts des institutions financières internationales (IFI) - et a impliqué les « réformes » habituelles associées à ces programmes, par exemple la privatisation, le passage à une production et une agriculture orientées vers l'exportation, la déréglementation du marché du travail et des finances, l'ouverture aux investissements étrangers directs, etc. Le rythme de ces mesures varie considérablement d'un État à l'autre, mais des pays comme l'Égypte et la Tunisie ont été maintes fois salués par les IFI comme des « succès » jusqu'au début des soulèvements arabes fin 2010.

Maintenant, il y a plusieurs points à souligner concernant ces transformations économiques. Premièrement, elles ont été étroitement associées au durcissement des formes d'autoritarisme dans toute la région. Ce n'est pas un hasard si Zine El Abidine Ben Ali en Tunisie et Hosni Moubarak en Égypte sont arrivés au pouvoir dans les années 1980 en promettant de mettre en œuvre des programmes d'ajustement structurel - et ils ont été vivement félicités par la Banque mondiale et le FMI pour cela. C'est tout à fait logique : face à l'opposition populaire généralisée à l'ajustement structurel, il faut quelqu'un au pouvoir qui puisse faire avancer ces mesures en recourant à la répression interne.

C'est pourquoi il y a eu historiquement une association si étroite entre l'autoritarisme et la réforme néolibérale au Moyen-Orient. C'est une réalité qui va à l'encontre du mythe, colporté par les décideurs politiques américains tout au long des années 1990 et 2000, de l'existence de marchés et d'élections libres.

Cette relation entre le politique et l'économique est particulièrement importante à souligner aujourd'hui, car elle met en évidence le lien nécessaire entre le changement politique et la véritable transformation socio-économique. Il ne suffit pas de changer simplement le visage de la personne au sommet tout en maintenant les mêmes politiques économiques - c'est une leçon clé des soulèvements arabes.

Mais les mesures néolibérales des années 1990 et 2000 étaient également étroitement liées au développement de nouvelles hiérarchies économiques et politiques au niveau régional. L'un des aspects clés de cette évolution a été l'internationalisation des capitaux du Golfe dans toute la région - c'est-à-dire les investissements transfrontaliers des conglomérats du Golfe dans les pays arabes voisins. De cette manière, les grands conglomérats commerciaux dont j'ai parlé plus tôt, ainsi que les véhicules d'investissement étatiques du Golfe, ont été les principaux bénéficiaires du virage néolibéral au Moyen-Orient. Nous pouvons le constater dans de nombreux secteurs économiques clés : l'immobilier et la construction, les infrastructures et la logistique, la banque et la finance, les médias et les télécommunications, la vente au détail et le commerce, l'agroalimentaire. J'ai essayé de détailler ces processus dans mon dernier livre.

Ces flux de capitaux régionaux se sont produits par le biais de divers mécanismes, notamment les fusions et acquisitions, les investissements de portefeuille minoritaires dans d'autres marchés boursiers arabes, la création de filiales transfrontalières et le contrôle des droits concernant le statut des sociétés et de la propriété. Par ces moyens et d'autres encore, l'internationalisation des capitaux du Golfe agit de plus en plus pour façonner la production, la consommation et les activités financières dans les différents États arabes. L'économie politique des différents pays arabes est devenue étroitement liée à la dynamique de l'accumulation du capital dans le Golfe lui-même.

Le résultat de tout cela est que le Golfe - et nous devons ici être conscients des tensions concurrentielles entre les différents États du Golfe - a un intérêt majeur dans l'économie politique globale de la région. Nous ne pouvons pas penser à l'ordre politique de la région séparément de ces dimensions économiques (ou vice versa).

Pouvez-vous nous parler de certaines des trajectoires possibles du Golfe et du Moyen-Orient, notamment dans le contexte de la pandémie Covid-19 ?

La région est évidemment en pleine mutation. Avant la pandémie, le Moyen-Orient a connu une série de crises très profondes. L'une d'entre elles est le nombre massif de réfugié·e·s et de personnes déplacées à l'intérieur des pays en raison des guerres en cours dans des pays tels que la Syrie, le Yémen, la Libye et l'Irak. La région est aujourd'hui le site du plus grand déplacement forcé de populations depuis la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup de ces personnes déplacées vivent dans des camps rudimentaires ou dans des espaces urbains surpeuplés, ce qui augmente considérablement le risque d'infection par le virus. Il y a aussi la prévalence généralisée de la malnutrition et d'autres maladies (comme la réapparition du choléra au Yémen) - là encore, elles sont étroitement liées aux guerres et aux conflits qui ont précédé la pandémie.

En 2019, nous avons assisté à une nouvelle vague de luttes populaires dans de nombreux pays du Moyen-Orient, notamment au Soudan, au Liban, en Algérie, au Maroc et en Irak. Ces pays étaient quelque peu décalés par rapport aux soulèvements qui avaient eu lieu il y a dix ans, et il y avait de nombreuses raisons d'être optimiste quant à ces nouvelles mobilisations. Elles ont attiré de larges couches de la société, y compris les pauvres et les travailleurs du secteur informel. Elles ont efficacement résisté aux tentatives de marginalisation, et ces mouvements présentaient un fort caractère anti-sectaire - particulièrement important en Irak et au Liban.

Ces mouvements ont également clairement articulé les sphères politiques et économiques comme étant liées entre elles - au Liban, par exemple, les banques ont été identifiées comme une cible majeure de protestation, allant au-delà des questions bien connues de népotisme et de corruption politique. La vague de manifestations de 2019 a également été marquée par une reconnaissance importante des hiérarchies régionales, avec des slogans contre les machinations des puissances voisines, notamment l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, la Turquie et l'Iran.

Aujourd'hui, la pandémie a manifestement freiné temporairement ces mouvements et limité la capacité des gens à descendre dans la rue pour protester. Mais aucune des questions clés qui ont motivé ces protestations n'a disparu. En fait, je pense qu'il est assez clair que les questions de pauvreté, d'inégalité et de corruption - qui ont toutes alimenté la crise de légitimité à laquelle sont confrontées les classes dominantes établies dans toute la région - seront accentuées à la suite de la pandémie et du ralentissement économique mondial qui est maintenant en cours.

Dans le Golfe, bien sûr, le grand problème est l'effondrement massif du prix du pétrole qui a eu lieu ces deux derniers mois. Comme pour tous les producteurs de pétrole, cela va sérieusement affecter les capacités budgétaires du Golfe. Il y aura sans aucun doute des coupes dans les dépenses sociales - certaines ont déjà été annoncées - et un retrait de certains des grands projets associés aux stratégies de « vision » du Golfe annoncées ces dernières années.

Mais je pense qu'il serait erroné d'interpréter cette crise comme marquant nécessairement un renversement permanent de certaines des tendances que j'ai notées ci-dessus. Contrairement à d'autres États de la région, les gouvernements du Golfe ont un niveau d'endettement relativement faible, ont accès aux réserves accumulées et peuvent emprunter à bon marché sur les marchés internationaux. Bien que le marché mondial du pétrole ait été gravement touché par la pandémie, les compagnies pétrolières du CCG pourraient en fait renforcer leur position si les actifs des pays voisins devenaient disponibles à moindre coût dans un monde post-viral.

Et, comme c'est si souvent le cas dans le Golfe, les travailleurs migrants ont fait les frais de la pandémie et du ralentissement économique. L'Arabie saoudite, par exemple, a commencé à expulser les migrants éthiopiens et, selon une note interne des Nations unies, elle devrait en expulser 200'000 au total [un nombre important de réfugiés éthiopiens, contraints de quitter les pays du Golfe, sont prisonniers, de fait, au Yémen dans des conditions des plus terrifiantes : malnutrition, maladies, sans logement, etc.]. On a également constaté une forte hausse des discours racistes visant des travailleurs migrants dans tout le Golfe, ainsi que de nouvelles lois qui permettent aux entreprises du secteur privé de réduire de manière permanente les salaires des non-citoyens ou de les obliger à prendre des congés sans solde. (Article publié par *Jacobin*, le 13 juillet 2020 ; traduction rédaction *A l'Encontre*)

Adam Hanieh
Hamza Culin

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

A l'encontre

<http://alencontre.org/laune/comprendre-leconomie-politique-des-etats-du-golfe.html>